

LABORATOIRE SUR LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES POUR UNE PAIX DURABLE (CLASP LAB)

Une Lettre Ouverte pour Soutenir la Défenseuse des Droits de l'Homme et de l'Environnement Jani Silva et Dénoncer les Menaces à Son Encontre

Nous écrivons cette lettre ouverte en tant que membres du Laboratoire sur la Responsabilité des Entreprises pour une Paix Durable ("CLASP Lab") pour exprimer notre solidarité avec notre collègue, amie et membre du CLASP Lab, Jani Rita Silva. Jani et son organisation, l'Asociación de Desarrollo Integral Sostenible Perla Amazónica (ADISPA), ont récemment reçu des menaces du groupe criminel armé Comando de la Frontera. Le Comando de la Frontera contesté le travail effectué par Jani et ADISPA pour défendre la réserve paysanne de Putumayo, en Colombie, contre les abus des entreprises. Ces menaces interviennent dans un contexte d'augmentation alarmante de la violence à l'encontre des leaders sociaux en Colombie, et nous demandons une action immédiate pour protéger Jani et l'organisation qu'elle dirige.

Le CLASP Lab est un "laboratoire social" organisé par Corporate Accountability Lab, la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz, la African Coalition for Corporate Accountability et Dejusticia. Nos membres sont des dirigeants communautaires, des défenseurs des droits de l'homme et des avocats spécialisés dans la justice sociale de plus de vingt-cinq pays qui collaborent pour élaborer des stratégies visant à lutter contre l'impunité des violations des droits de l'homme et de l'environnement commises par des entreprises dans des situations de conflit comme la Colombie.

Jani est un leader communautaire et un défenseur de l'environnement de la Reserva Campesina de la Perla Amazónica del Putumayo, en Colombie. Jani a été invitée à participer à ce laboratoire social international en raison de son expérience et de ses connaissances en tant que leader ayant défendu sa communauté et son environnement contre les dommages causés par le géant pétrolier Amerisur Resources Plc depuis le début des années 2000. Amerisur est désormais la propriété de GeoPark Colombia, qui a récemment signé des accords avec le Programme des Nations unies pour le développement pour ses projets dans le Putumayo. Les préjudices allégués comprennent la contamination de l'eau et des terres, les déplacements et les violations du processus de consultation préalable. Malgré les menaces dont elle a fait l'objet par le passé, Jani continue de défendre sans relâche l'écosystème amazonien et sa communauté. En tant que membre du CLASP Lab, Jani a apporté une contribution inestimable au travail du laboratoire, notamment en partageant l'expérience de sa communauté et l'analyse des acteurs économiques et étatiques qui ont contribué à la dégradation de l'environnement, de la santé, de la sécurité et de la qualité de vie de sa communauté.

Malgré les menaces dont elle et ADISPA ont fait l'objet par le passé, Jani continue à défendre sans relâche l'écosystème amazonien et sa communauté en Colombie, l'un des endroits les plus dangereux au monde pour défendre les droits de l'homme et l'environnement. Au moins 52 leaders sociaux ont été tués en Colombie depuis le début de l'année et plus de 1 100 défenseurs des droits ont été assassinés depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de paix en 2016.

En décembre 2018, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a ordonné des mesures de précaution pour protéger Jani. Malgré cela, l'entité colombienne chargée de fournir ces mesures, l'Unité nationale de protection (UNP), a mis fin à certaines de ces mesures de protection en décembre 2020. Bien que l'UNP ait par la suite rétabli ces mesures, nous sommes profondément préoccupés par le manque de cohérence et de volonté politique pour protéger les défenseurs des droits humains qui risquent d'être victimes de menaces et de violences. Ces derniers jours, Jani a reçu de nouvelles menaces contre lui et ADISPA de la part du Comando de la Frontera.

Les Comando de la Frontera affirment avoir le soutien d'acteurs militaires, politiques et économiques pour contrôler des zones du Putumayo. Le samedi 24 avril, une source au sein des Comando de la Frontera a rapporté qu'un chef des Comando de la Frontera, alias "Leonel", avait ordonné l'assassinat de Jani et l'élimination d'ADISPA. La source aurait déclaré que le Comando de la Frontera négocie directement avec la compagnie pétrolière Amerisur et que l'opposition au développement extractif ne sera pas tolérée. Dans le passé, un autre groupe criminel, La Mafia, a également menacé Jani.

En raison de l'apparente impunité des menaces contre Jani et ADISPA, et de l'augmentation de la violence dans la région du Putumayo, nous demandons instamment:

- Que le gouvernement colombien prenne des mesures globales pour assurer la sécurité de Jani et les mette en œuvre sans interruption, conformément au droit colombien et international;
- Que le gouvernement colombien prenne des mesures complètes pour protéger tous les membres de l'ADISPA et veiller à ce que leur liberté d'association ne soit pas violée;
- Que le gouvernement colombien s'attaque à l'augmentation significative des menaces et des violences à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement en Colombie, qu'il leur offre de meilleures protections et qu'il s'attaque aux causes sous-jacentes des menaces et des violences.
- Que la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme surveille cette situation.

En solidarité avec Jani et ADISPA et en reconnaissance de leur travail pour un monde meilleur,

Membres du CLASP Lab:

(Signature des organisations ci-dessous.)

Aaron Weah, PhD Researcher, University of Ulster, NI/UK

Abu Brima, Network Movement for Justice & Development (NMJD)

Alaa Talbi, Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux

Alfredo Souza Dorea, Instituição Beneficente Conceição Macedo - IBCM, Instituição Família Telemaco Solidariedade

Andressa Oliveira Soares, Homa - Human Rights and Business Centre

Avery Kelly, Staff Attorney, Corporate Accountability Lab

Bettina Braun, Corporate Accountability Lab

Blanca Velazquez, Coordinación General de Centro de Apoyo al Trabajador

Charity Ryerson, Executive Director, Founder, Corporate Accountability Lab

Cynthia Denisse Arco Amarillo Lohr, Abogada, PODER

Dr Tara Van Ho, Lecturer, University of Essex School of Law and Human Rights Centre*

Elizabeth Deligio, PhD

Eric Kajemba, République Démocratique du Congo

Gabriel Pereira, Abogados y Abogadas del Noroeste Argentino en Derechos Humanos y Estudios Sociales (ANDHES)

Isabella Ariza, Legal Fellow, Corporate Accountability Lab

Javier Malpartida

Juan Carlos Ruiz Molleda, Abogado, Instituto de Defensa Legal, Coordinador del área de litigio constitucional

Karina Fernández Neira, Abogada defensora de derechos humanos, Chile

Laura Posada Correa, EarthRights International

Milvian Aspuac Cón, Mujeres de AFEDES

Mouhanad Sharabati, Syrian Lawyer & Human Rights Defender

Nathalie Menyimana

Pablo Gargiulo, Abogado, Coordinador Área Empresas y DDHH, ANDHES

Tatiana Devia, Staff Attorney, Corporate Accountability Lab

Laura Duarte Reyes, Abogada especializada en derechos humanos, Colombia

Nathalia Bonilla, Acción Ecológica

**Affiliation donnée à des fins d'identification uniquement.*

Signatures des organisations:

Abogados y Abogadas del Noroeste Argentino en Derechos Humanos y Estudios Sociales (ANDHES)

African Coalition for Corporate Accountability

African Resource Watch (AFREWATCH)

Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice (CIGPJ)

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz

Corporate Accountability Lab

Dejusticia

EarthRights International

European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR)

Forest Peoples Programme, UK

FORUM MAROCAIN DES ALTERNATIVES SUD

H.I.J.O.S. Mar del Plata, Argentina

Homa - Human Rights and Business Centre

Initiatives for Peace and Human Rights (iPeace)

Network Movement for Justice & Development (NMJD)

Project on Organizing, Development, Education and Research (PODER)